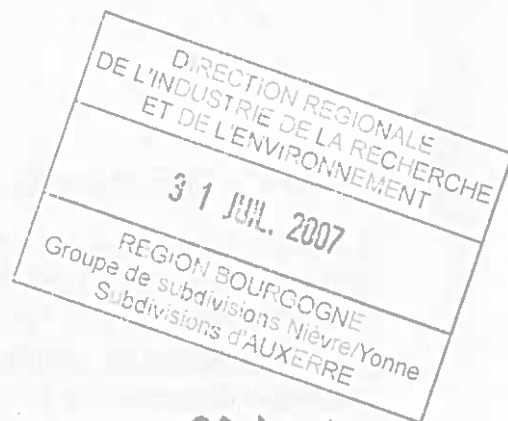


PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE



ARRETE n° PREF-DCDD-2007-0331
mettant en demeure la société Coopérative 110 BOURGOGNE
concernant le silo des Mignottes à AUXERRE
de respecter l'obligation de disposer d'une étude de dangers telle que prévue
à l'arrêté ministériel « silos » en date du 29 mars 2004 qui régit l'activité.

Le préfet de l'Yonne,
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le code de l'environnement, livre V titre 1er : « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel « silos » en date du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et notamment ses articles 2 et 18 ;

VU l'état de conformité des installations établi le 11 juin 2007 suite à la visite d'inspection du site en date du 24 mai 2007 ;

VU la proposition de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2007 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas satisfait à l'obligation de disposer d'une étude de dangers, telle que prévue à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé et de l'adresser à M. le Préfet dans le délai prévu à l'article 18 du même arrêté ;

CONSIDERANT qu'il ne peut donc établir la conformité de ses installations notamment aux dispositions édictées aux articles 9.1, 10 et 15.1 de l'arrêté ministériel susvisé ;

CONSIDERANT qu'il ne justifie pas ainsi des mesures préventives et curatives prises pour assurer la sécurité de l'installation ;

CONSIDERANT que les dangers inhérents à l'activité ne sont pas totalement maîtrisés ;

CONSIDERANT que les conditions actuelles de fonctionnement de l'installation sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE :**Article 1^{er} - Mise en demeure**

La société Coopérative agricole 110 BOURGOGNE est mise en demeure, concernant le silo des MIGNOTTES sis à AUXERRE de satisfaire aux obligations édictées aux articles 2 et 18 de l'arrêté ministériel "silos" du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, et notamment de déposer en préfecture:

- **sous un délai d'un mois**, à compter de la notification du présent arrêté, la justification de la commande d'une étude de dangers passée auprès d'un organisme tiers compétent auprès de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- **sous un délai de six mois**, à compter de la notification du présent arrêté, une étude de dangers répondant aux dispositions édictées à l'article 2 de l'arrêté susvisé.

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il serait fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

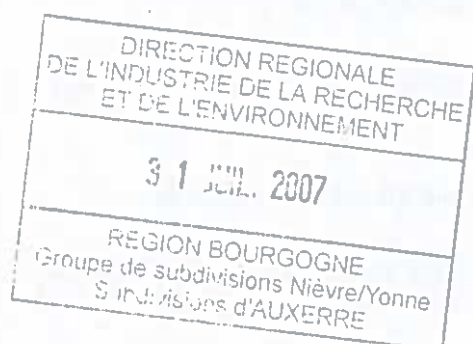
Article 3 - Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie de l'aménagement et du développement durable d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le chef de la subdivision de l'Yonne de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Coopérative agricole 110 BOURGOGNE et dont copie sera adressée :

- au maire d'AUXERRE,
- au procureur près le tribunal de grande instance d'AUXERRE,
- au directeur départemental de la sécurité publique.



Fait à Auxerre, le

23 JUL. 2007

Le préfet,

Didier CHABROL